La Commune

Chantiers navals STX : Mélenchon s'enterre

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 9 – lundi 31 juillet 2017

Macron va donc « nationaliser » les Chantiers navals STX de Saint Nazaire. Ici, le terme « nationalisation » est impropre, à plus d'un titre : l'État , en réalité préempte STX. Selon la CGT – Navale de Saint Nazaire : « *au vu des mesures antisociales que le gouvernement Macron souhaite mettre en place (casse du Code du travail, mise en place des CDI de Chantier), on peut craindre qu'il n'y ait rien à attendre de la préemption sur le contenu social de l'entreprise* » [1]. Cependant, dans cette affaire, Macron a trouvé un défenseur de choix : Mélenchon, soi-même !

Mélenchon manque rarement de souffle. Il sait même, au besoin, troquer la toge du tribun pour la robe de l'avocat du diable. La préemption de STX ? « *C'est une bonne décision pour l'emploi* » claironne-t-il. Si c'est Mélenchon, l'opposant suprême, qui le dit… Parfois de brèves interventions [*] en disent plus long sur la politique d'un « tribun » que des discours fleuves face à la mer et bien des conférences-vidéo.

Mélenchon et « l'État *stratège* »

« *Quand une bonne décision est prise, il faut savoir le dire* » assène-t-il. Et d'insister encore lourdement *: « L'État a fait son devoir et la preuve est faite une fois de plus en France que c'est L'État qui est stratège, organisateur et qui protège l'outil de production ».* On croit rêver ! Dans ce pays où les friches industrielles jettent le deuil sur des régions entières, L'État protégerait l'outil de production **!** L'hécatombe industrielle que nous vivons, à coup de délocalisations, de « reconversion », de spéculation financière, souvent dénoncée par Mélenchon, n'engagerait donc pas L'État ? Quant à sa stratégie, elle tient à peu de mot : « politique de l'offre », si souvent décriée par le même Mélenchon. Celui-là aurait-il plusieurs langues, ou bien ?

« *Où sont passés les patrons* » ?

Le plaidoyer de JLM ne s'arrête pas là : « *Le chantier a dix ans de carnets de commandes pleins par conséquent quel aurait été le sens de l'abandonner à quelqu'un qu'il l'aurait, par nécessité, pas par méchanceté, forcément démantelé, et réparti le carnet de commande sur ses différents sites de production en Italie et en Chine...* ». Or, précisément, le grand État stratège n'a d'autre dessein que de « l'abandonner » au premier rapace venu qui daignera le reprendre. Au reste, Mélenchon anticipe lui-même sur ce « devenir » de STX. Pour qui n'aurait pas bien compris, il se fait fort de dire : «*il est évident que c'est pas forcément à l'État de rester propriétaire* ». Ici commence le réquisitoire contre les patrons qui ne patronnent pas :

« Où sont passés les patrons des différents chantiers navals de ce pays et les différents investisseurs intéressés par l'économie de la mer (...) Le patronat du cluster maritime a des responsabilités, il ne peut pas se contenter de venir pleurer à intervalle réguliers pour qu'on reconnaisse ceci ou cela et au moment où il faut mettre la main à la poche pour garder une pépite dans ce pays, il n'y a plus personne et c'est l'État qui doit s'en occuper ou tout doit être revendu. Je trouve que le capitalisme français a fait une fois de plus la démonstration d'une certaine pleutrerie, une incapacité à être présent comme acteur économique ». Les bras nous en tombent d'entendre cela de la bouche d'un « insoumis » qui scande « Résistance », le poing levé.

Macron défendrait-il l'emploi ?

En effet, lorsque les patrons « mettent la main à la poche », ce n'est jamais pour des prunes ou par « civisme » : les investissements doivent rapporter à « l'investisseur ». La « politique de l'offre » consiste à apporter aux « investisseurs » des « sites de production » où le « coût du travail » est le plus bas possible, ni plus, ni moins, tel est le sens de cette préemption : porter de nouveaux coups aux salaires et aux effectifs, développer cette sous-traitance qui tire tous les salariés vers la bas, pour ensuite refourguer le tout à un « repreneur » qui, comme le dit si bien Mélenchon, démantèlera au mieux des besoins des gros actionnaires. Mais Mélenchon se sera sans doute oublié en cours de route, lui qui rêve d'un patronat prêt à jouer son rôle « d'acteur économique » dans une France, certes divisée en classes sociales antagoniques, mais « harmonieuse » comme le veut la lettre Phi.

Selon Mélenchon, l'État incarné par Macron voudrait donc défendre l'emploi. S'il s'écoutait plus attentivement dire cela, il ne se croirait pas lui-même.

Quand des « dirigeants » politiques veulent nous entraîner vers une impasse ou dans des trous de souris, « *il faut savoir le dire* ». Pour notre part, nous le disons dans la perspective d'une politique de rupture avec le gouvernement, ses ordonnances, sa loi El Khomri, ses « bonnes décisions », pour la satisfaction des revendications vitales, pour un vrai travail, un vrai salaire, un vrai toit pour toutes et tous, pour en finir avec les licenciements et le travail précaire sous toutes ses formes.

31 juillet 2017

* ANNEXE - extraits de l'intervention de JLM

« C'est donc une bonne décision pour l'emploi dans la région et surtout pour les savoir-faire et la capacité dont dispose la France grâce à ce chantier naval d'avoir une des plus grandes formes (l'endroit où l'on construit) sur cette façade. Maintenant, je dois dire tout de même à des gens que je fréquente avec plaisir mais qui m'ont beaucoup déçu car j'estime que c'est à l'armement français qu'il revenait de prendre ses responsabilités. Où sont passés les patrons des différents chantiers navals de ce pays et les différents investisseurs intéressés par l'économie de la mer ; Donc, l'État a fait son devoir et la preuve est faite une fois de plus en France que c'est l'État qui est stratège, organisateur et qui protège l'outil de production et que les grands patrons et le capitalisme est incapable de le faire et ça, c'est vraiment très affligeant. Le chantier a dix ans de carnets de commandes pleins, par conséquent quel aurait été le sens de l'abandonner à quelqu'un qu'il l'aurait, par nécessité, pas par méchanceté, forcément démantelé, et réparti le carnet de commande sur ses différents sites de production en Italie et en Chine...

Je pense que le gouvernement s'est rendu compte du désastre qui menaçait. C'est une bonne chose qu'il ait pris cette décision. Quand une bonne décision est prise, il faut savoir le dire. (…) C'est une bonne décision d'avoir nationalisé mais après qu'est-ce qu'on en fait – il est évident que c'est pas forcément à l'État de rester propriétaire…

Le patronat du cluster maritime a des responsabilités, il ne peut pas se contenter de venir pleurer à intervalle réguliers pour qu'on reconnaisse ceci ou cela et au moment où il faut mettre la main à la poche pour garder une pépite dans ce pays, il n'y a plus personne et c'est L'État qui doit s'en occuper ou tout doit être revendu. Je trouve que le capitalisme français a fait une fois de plus la démonstration d'une certaine pleutrerie, une incapacité à être présent comme acteur économique. Autrement dit, à part faire des dettes, on voit pas très bien ce qu'il sait faire »

Sources : https://youtu.be/LCATg-waExA

Modifié le lundi 31 juillet 2017

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse ... la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »